

• Pour une stratégie internationale du PSU

**Texte présenté
par
le Bureau national**

INTRODUCTION

Le Conseil national sur les problèmes internationaux est la première occasion d'une réflexion collective du Parti sur l'ensemble des problèmes internationaux. Cela ne l'a pas empêché jusqu'ici d'avoir une action dans ce domaine, et le Conseil ne réglera pas tous les problèmes. Pourtant, et malgré les difficultés que présente une large mobilisation des militants sur ce type de problèmes, et le risque de voir le débat limité à une querelle d'experts, il est nécessaire de faire une analyse globale de la situation internationale avec un triple objectif :

- Préciser les conditions et les modes d'action du Parti face à un événement international ;
- Assurer la cohérence entre la réflexion et l'action dans tous les secteurs : il n'y a pas d'indépendance entre les problèmes qui se posent dans les entreprises, l'agriculture avec l'enseignement et l'action internationale : il est nécessaire que l'intervention dans tous les domaines résulte d'une analyse parfaitement cohérente ;
- Déterminer, en fonction des rapports entre Etats dans l'ensemble du monde, et des expériences qui ont pu être faites dans d'autres pays, la stratégie que l'on peut concevoir pour évoluer vers le socialisme.

I. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PÉRIODE ACTUELLE

A - Les mécanismes de l'impérialisme.

1° Les lois économiques : la baisse tendancielle du taux de profit entraînerait, si aucun élément nouveau n'intervenait dans une économie en autarcie, la diminution du profit et à terme l'asphyxie du capitalisme. Deux éléments permettraient normalement aux entreprises de reprendre vigueur : l'un est l'innovation techno-

logique, l'autre la recherche de régions où le taux de profit demeure très élevé.

2° L'impérialisme est la traduction du capitalisme dans les relations internationales.

De même que l'exploitation des travailleurs est la traduction du système capitaliste dans le cadre de l'entreprise, l'impérialisme est la façon dont le capitalisme se traduit dans les rapports entre Etats : les entreprises des pays les plus puissants imposent aux autres des échanges dans lesquels les produits exportés par les pays sous-développés sont achetés au-dessous de leur valeur, les produits les plus élaborés sont vendus au-dessus de leur valeur, et l'inégalité ne fait que s'aggraver.

3° Il n'y a pas de limite globale au champ d'action de l'impérialisme en général, mais la sphère d'influence de chaque pays impérialiste se trouve limitée quand il se heurte aux intérêts d'un autre impérialisme. Jusqu'à une époque récente, cette opposition entre deux impérialismes ne pouvait qu'aboutir à un conflit armé.

B - L'application de ces mécanismes.

Après la deuxième guerre mondiale, et profitant de l'effondrement des empires français, britannique, japonais, allemand, l'impérialisme américain s'est développé de façon extrêmement rapide et étendue, limité seulement par l'existence des pays « communistes ».

1° Les bases de cette implantation américaine ont été dans certaines zones d'ordre essentiellement stratégique : après 1945, les Etats-Unis ont installé, autour du territoire de l'U.R.S.S., puis de la Chine, toute une série de bases aériennes et un réseau radar aussi proches que possible des frontières, pour être toujours en mesure de faire un chantage à l'agression nucléaire dans les plus brefs délais. Le maintien de ces bases supposait des gouvernements dociles, et l'impérialisme économique s'installait, plus ou moins fortement, dans le sillage de la présence militaire et de la subordination politique.

2° Dans d'autres zones (et c'est le cas en particulier de l'Europe occidentale) les entreprises d'origine américaine se sont implantées en profitant notamment de l'ouverture du marché permis par la suppression des barrières douanières dans le cadre du Marché commun, et en profitant aussi de l'hégémonie du dollar et des possibilités offertes par les mécanismes de l'eurodollar (le développement des firmes américaines en Europe étant alors financé par des capitaux européens).

II. L'ÉVOLUTION DU RAPPORT DES FORCES A L'ÉCHELLE MONDIALE

A - Les données fondamentales de l'équilibre international actuel. -

1° L'élément majeur des 25 dernières années a été l'existence de deux blocs qui se sont affrontés au cours de la « guerre froide » et qui ont fini par devenir complices contre tous ceux qui menaçaient l'équilibre auquel ils sont parvenus entre eux.

a) L'impérialisme américain :

— ses fondements sont à la fois militaires (alliance atlantique, SEATO pour l'Asie du Sud-Est, traité dit de l'ANZUS pour l'Océanie), économiques (essentiellement en Europe et en Amérique Latine, moins en Asie et en Afrique) et culturels (développement d'un modèle de civilisation, propagande, rôle de la C.I.A., de la télévision) ;
— ses rapports avec les impérialismes secondaires (essentiellement britannique et français) sont complexes : les impérialismes secondaires conservent leur zone d'influence, peu à peu grignotée sur le plan économique par le géant américain, ils peuvent même avoir des conflits entre eux (cas du Biafra) mais à la condition de ne pas menacer les intérêts de l'empire américain ou l'équilibre Etats-Unis/U.R.S.S. (cas de Suez).

b) L'U.R.S.S. et ses rapports avec les pays de l'Est : quelle que soit l'analyse que l'on fait de l'évolution intérieure de l'U.R.S.S., quelle que soit l'importance de l'aide qu'elle apporte aux combattants vietnamiens ou à Cuba, l'élément essentiel de ces dernières années est que l'U.R.S.S. est devenue un élément essentiel du maintien de la situation internationale actuel et de lutte contre tout ce qui peut menacer l'ordre international établi : en cela, elle est devenue une redoutable force de conservatisme. Quelle que soit l'analyse qu'on fait des relations entre l'U.R.S.S. et

les démocraties populaires, ce sont des rapports qui empêchent le libre choix des peuples de ces pays vers le type de société qu'ils veulent construire : en cela, elle a cessé d'être un espoir pour ceux qui veulent évoluer vers le socialisme.

2° Impossibilité d'un conflit armé entre les deux grandes puissances :

a) L'équilibre de la terreur : les armes sont d'une nature et d'une puissance telles qu'un conflit ferait disparaître toute forme de vie ;

b) Les mécanismes de la dissuasion sont tels que, depuis la crise des fusées à Cuba, en 1962, les 2 Grands s'emploient immédiatement à stopper net tout conflit qui risquerait de conduire à une crise nucléaire ;

c) Conséquences de l'équilibre de la terreur :

— possibilité pour chaque Grand d'intervenir militairement pour assurer son autorité dans sa propre zone sans que l'autre réagisse ;

— complicité au moins passive pour écraser tous ceux qui pourraient menacer le statu quo (Palestiniens, Bengalis, en mars 1971, etc.) ;

— le problème de la lutte armée ne se pose plus du tout dans les mêmes termes qu'avant 1962 : si le rapport de forces n'est pas calculé avec précision, on risque d'aboutir uniquement à un massacre inutile.

d) L'organisation de l'équilibre depuis 1962 : « Téléphone rouge », négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT), traité de Moscou interdisant les expériences nucléaires, traité de non-prolifération des armes nucléaires, accord sur Berlin, Conférence Européenne de Sécurité.

3° Persistance d'impérialismes secondaires : c'est essentiellement le fait de la France (Afrique, Madagascar, Antilles, Nouvelle-Calédonie), de la Grande-Bretagne (Moyen-Orient, Inde, Pakistan, Afrique), mais de plus en plus de l'Allemagne (Amérique Latine, Afrique) et du Japon (Asie).

4° Les conclusions à tirer de cette analyse de l'équilibre international :

a) Pour la première fois des pays sont en mesure d'avoir une stratégie mondiale, prenant en compte tout ce qui peut se passer dans n'importe quel point du globe, et de l'appliquer rigoureusement ;

b) Impossibilité de l'autarcie : le développement dès moyens d'information, la volonté naturelle de toute population de vivre dans les conditions matérielles les plus favorables, s'opposent à une stagnation ou une diminution de la production à

long terme. Sur ce point le Conseil National sera appelé à confirmer la Thèse XVII de Dijon ;

c) Problème de la lutte armée : contrairement à ce qu'on a pu croire avant la crise des fusées à Cuba, en 1962, il ne semble pas que le régime capitaliste puisse être renversé par le déclenchement de plusieurs conflits révolutionnaires (« vingt Vietnam ») soutenus par l'intervention d'une grande puissance. Aujourd'hui, les chances de la lutte armée ne peuvent être appréciées qu'en fonction du rapport de forces à un endroit donné et à un moment donné ;

d) Certains pays se trouvent à un point de l'échiquier entre les deux Grands, qui leur permet de modifier leur situation interne (c'est le cas par exemple du Bangla Desh), Il est pourtant certain que ces pays ne peuvent pas avoir une évolution correspondant réellement à la volonté de transformation des travailleurs : cette évolution est étroitement tributaire du rapport de forces entre les deux Grands et elle ne peut se modifier que si la stratégie entre les deux blocs le permet ;

e) Une évolution véritable vers le socialisme n'est concevable que dans un pays ou un ensemble de pays ayant une taille et une puissance suffisantes pour résister à la pression des Grands. <Dans> Les autres cas, ou bien l'expérience se fait de façon relativement autonome et elle a peu de chances de réussir totalement, le système auquel on aboutit restant très largement dépendant des lois du marché capitaliste, ou bien elle se fait avec le soutien plus ou moins visible d'une autre puissance et l'évolution du pays reflète beaucoup plus les orientations « suggérées » par le tuteur que l'expression de la volonté des travailleurs. Il est bien certain que dans chaque pays, la prise du pouvoir ne peut se faire que sur le plan national ; mais <si> le pays où la rupture s'est faite reste isolé, on pourra au mieux s'acheminer vers une transformation du rapport des forces favorisant une évolution ultérieure vers le socialisme.

B - Les principaux éléments susceptibles de modifier les données de l'équilibre :

1° Le recul de l'impérialisme américain et ses limites, les échecs que subit l'empire américain sont considérables.

a) La présence américaine est en recul : au Vietnam et à Taïwan ; en Europe (accord sur Berlin, mise en cause de l'O.T.A.N.) ; en Amérique Latine (Chili contre I.T.T.) ;

b) Dans le domaine économique : la crise du dollar est une défaite pour les Etats-Unis, en même

temps qu'elle fait apparaître les faiblesses du système capitaliste sur le plan international ;

c) Remise, en cause du mode de vie engendré par le système capitaliste : accroissement du nombre des marginaux et des phénomènes exprimant un refus de la société (drogue, alcoolisme). Rapports du M.I.T. (repris par Mansholt) et du Ministère de l'Intérieur américain.

2° Les limites de ce recul sont aussi apparentes :

a) Les nouvelles armes rendent inutiles les bases avancées autour de l'U.R.S.S. et de la Chine : le retrait militaire américain n'entraîne pas l'affaiblissement stratégique des Etats-Unis ;

b) Dans certains secteurs (Extrême-Orient, Afrique), les implantations économiques et financières américaines étaient relativement peu importantes : elles ne disparaîtront pas avec le repli de la présence américaine. Au contraire, les Etats-Unis s'efforcent de mettre en place des régimes à leur dévotion qui protègent les intérêts américains et surtout le régime capitaliste en général (soutien au gouvernement japonais par exemple) ;

c) Développement d'un impérialisme culturel américain (films, avance technique et scientifique, mode d'organisation du travail et mode de vie, etc.),

3° L'apparition de nouveaux pôles :

a) La Chine : d'après, les déclarations officielles du gouvernement chinois, la R.P.C. refuse de mener une politique de grande puissance. Dans la pratique, les choses sont moins nettes (cas du Bangla Desh). De toute façon, l'apparition de la Chine modifie les règles du jeu en introduisant un élément nouveau, bien que largement inconnu, dans les relations entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Mais la Chine n'a ni les moyens ni sans doute la volonté d'intervenir directement pour soutenir dans un pays une révolution qui n'aurait pas prouvé sa réalité et sa vigueur par ses propres forces ;

b) Le Japon : il est appelé à combler en Extrême-Orient, avec l'appui du gouvernement américain, le vide laissé par le retrait prévisible des Etats-Unis ;

c) L'Europe : le Marché Commun a eu pour objet de permettre le développement de très grandes entreprises en Europe. La construction européenne traduit actuellement un conflit entre plusieurs types de capitalisme.

L'apparition de structures supranationales ayant de véritables pouvoirs de décision signifierait la victoire d'un type de capitalisme sur les autres ; elle apporterait une inconnue supplémentaire dans

les relations entre grandes puissances. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun va sans doute jouer un grand rôle dans cette évolution.

4° Développement des firmes multinationales :

a) Firmes internationales et firmes nationales : jusque vers 1960, il existait des firmes ayant des filiales à l'étranger, mais pour l'essentiel, leurs intérêts restaient dans un pays (le plus souvent les Etats-Unis) et leur stratégie se déterminait en fonction de leur développement dans ce pays.

De plus en plus au contraire se développent des firmes dont les intérêts à l'étranger sont supérieurs ou égaux à leurs intérêts métropolitains et leur stratégie reflète les intérêts mondiaux de la firme, éventuellement contre ceux de leur pays d'origine. Pour ces firmes, le profit résulte plus de l'utilisation d'une situation de monopole que de l'exploitation du travail ;

b) Déclin du pouvoir des Etats : face à ces grands trusts, les gouvernements sont de moins en moins capables de s'affirmer et, à la limite, les structures étatiques pourraient se limiter à ce qui est strictement nécessaire pour que subsiste l'économie de profit (contrôle de l'éducation de l'information, et des instruments de répression).

Face à cette tendance, se trouve une tentative de renforcement des pouvoirs (surtout répressifs) des gouvernements nationaux, traduisant la crainte des petites entreprises menacées par la concurrence des grands trusts et qui cherchent une protection que chaque gouvernement leur accorde pour des raisons électorales. Il y a là une source de tensions, de contradictions, de conflits entre plusieurs types de capitalisme.

5° Les conséquences prévisibles de ces transformations :

a) Accélération des mutations dans chaque zone géographique :

— la concentration des entreprises et la « rationalisation » de la production entraîne un appauvrissement accéléré des pays et des régions les moins favorisés ;

— vastes migrations de travailleurs de l'Afrique et du Moyen-Orient vers les régions les plus pauvres d'Europe (Italie du Sud, Sud de la France) et migrations à travers l'Europe des zones les moins favorisées vers les plus industrialisées ;

b) Dans chaque zone, la puissance dominante devra d'abord assurer son autorité : au Japon, où l'introduction d'intérêts étrangers est trop faible pour que les centres de décision soient modifiés, le pouvoir est maintenu sur une base nationale. En

Europe, c'est aujourd'hui même que se règle le conflit entre un capitalisme « européen » dont les intérêts seraient défendus par des structures supranationales, et un capitalisme déjà a-national que des institutions européennes gêneraient. Il est difficile actuellement d'en prévoir l'issue ;

c) Aggravation des refus, et des révoltes : aussi bien dans les pays sur-exploités d'Afrique, d'Orient, ou d'Amérique Latine que dans les zones les plus défavorisées des pays industriels, et aux Etats-Unis mêmes, les contradictions ne feront que s'accroître ;

d) En introduisant des possibilités de conflits multiformes entre les différents centres de décision, l'apparition de nouveaux pôles de puissance (Chine, Japon, Europe Occidentale), devrait faciliter la mise en cause de l'ordre établi. Le grand problème est que, là où les contradictions seront le plus durement ressenties, et où elles peuvent donner naissance à de violentes tentatives de changement, il n'existe pas les moyens matériels de traduire cette révolte en révolution, c'est-à-dire en une transformation consciente et cohérente des structures de la société.

e) Développement et ambiguïté du nationalisme :

— Le refus de l'impérialisme, le refus du type de société qu'engendre le développement du capitalisme se manifestent très fréquemment au travers de luttes opposant à ce modèle d'évolution la défense de particularités nationales. C'est une forme de conflit qui a de fortes chances de se développer dans l'avenir et d'être parmi les obstacles majeurs au développement de l'ordre capitaliste ;

— Ces réactions nationalistes sont ambiguës et dangereuses, dans la mesure où elles contiennent des germes de poujadisme, de fascisme. Mais elles doivent être soutenues dans la limite où elles contribuent à faire prendre conscience des mécanismes capitalistes.

III. LES TACHES INTERNATIONALES DU PARTI

A - Les luttes contre l'impérialisme.

Il s'agit des réactions défensives contre l'impérialisme en général, mais dans celles de ses manifestations où les militants ne peuvent avoir aucune intervention directe. La seule possibilité est une solidarité qui implique la prise en charge politique, c'est-à-dire l'explication politique des mécanismes impérialistes.

1° La solidarité doit d'abord aller aux peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos qui mènent

depuis des années une guerre héroïque contre les Etats-Unis pour défendre leur droit de choisir le lien de société qu'ils souhaitent. Ils montrent l'exemple admirable de ce que doit être l'appréciation d'un rapport de forces et d'un sens politique prodigieux qui leur permet de préserver l'indépendance de leur révolution par rapport aux grandes puissances qui les soutiennent.

2° Pour ce qui concerne les mouvements en lutte contre une puissance colonialiste ou un régime aux ordres d'une puissance étrangère, le soutien leur est acquis dans la mesure où ils remettent en cause l'impérialisme (et pas seulement l'occupation étrangère) et où ils représentent réellement les luttes des travailleurs du pays ;

3° Pour ce qui est des mouvements des pays qui tentent de rompre avec le capitalisme pour permettre d'évoluer vers le socialisme :

- soutien inconditionnel dans leur lutte contre l'impérialisme : et ce soutien est prioritaire, c'est-à-dire que c'est lui qui doit être privilégié chaque fois que le gouvernement est menacé par les forces conservatrices ;
- soutien critique pour les mesures qu'il prend sur le plan intérieur.

B - Les luttes contre l'impérialisme français.

Il s'agit des luttes offensives où l'action des militants peut avoir une influence directe sur l'évolution de la situation :

- mêmes principes que pour la lutte contre l'impérialisme en général. En outre, on laisse à chaque mouvement, dès lors qu'il est représentatif des luttes des travailleurs, le choix de sa plateforme de revendications et de la tactique qu'il se donne à un moment ;
- les formes de lutte : explication politique et mobilisation en particulier dans les entreprises qui représentent cet impérialisme.

C - La coordination des luttes en Europe.

Il s'agit, là encore, de luttes offensives qui posent trois problèmes essentiels :

1. Il est important que l'Europe puisse dès à présent conserver les moyens techniques, scientifiques, de surmonter un jour, si c'est nécessaire une rupture technique ou technologique avec l'extérieur. Cela veut dire que si par exemple, toutes les sources d'énergie se trouvaient aux Etats-Unis ce ne serait pas la peine de parler de révolution.

C'est une question très délicate : cela ne veut pas dire qu'il faut se battre tous azimuts et comme de Gaulle contre tout ce qui vient des Etats-Unis. Cela veut dire qu'il faut dès maintenant faire l'inventaire de ce qui est vital (énergie par exemple, et en particulier énergie atomique - informatique) et se battre non pas pour conserver l'indépendance française ou européenne dans ce secteur, mais pour garder en Europe les moyens d'échapper à un chantage économique dans l'hypothèse où se produirait quelque part une rupture avec le capitalisme.

Une contrepartie : avoir présent à l'esprit le danger de conserver le modèle de développement capitaliste. Savoir que l'un des éléments majeurs est de donner la priorité aux décisions politiques par rapport aux nécessités du développement économique et qu'il faut se donner les moyens d'imposer cette priorité.

2. L'existence, la nature, la puissance d'institutions multinationales dans une Europe capitaliste ne sont pas du tout indifférentes. Dès maintenant, elles ont une influence considérable non seulement sur le mode de vie des travailleurs européens, mais sur leurs possibilités de lutte.

Dans une situation où l'un des pays européens pourraient rompre avec le régime capitaliste, les institutions multinationales pourraient être une entrave ou une aide : l'existence d'un contrôle des changes, la possibilité de décisions à la majorité, etc., tout cela peut favoriser ou gêner.

Dès maintenant, il faut examiner chaque nouveau pas dans ce domaine et prendre position en fonction de l'intérêt qu'il présente dans l'hypothèse d'une rupture avec le capitalisme, ou des possibilités qu'il donnerait à ceux qui s'opposeraient à cette évolution.

3. Solidarité de tous les travailleurs vivant en Europe :

Il n'est pas du tout assuré que l'aggravation des contradictions, des conflits, des oppositions, des refus de la société telle qu'elle évolue doive aboutir nécessairement à une révolution socialiste. C'est un pari, et un pari qu'on n'a pas le droit de faire, parce que l'autre possibilité, c'est l'apparition d'un système où l'expression d'une opposition cohérente capable de substituer à la société capitaliste une autre forme d'organisation des rapports entre les hommes soit complètement impossible ; un système où le refus de supporter une évolution trop rapide se traduit par des révoltes marginales, sans capacité de transformation.

La tâche primordiale c'est donc de lutter contre ce qui risque d'entraîner cette évolution irréversible et de créer dès maintenant à la fois les conditions d'une riposte organisée et coordonnée aux stratégies du capitalisme et de préparer, en

permettant l'apparition d'une véritable solidarité entre tous les travailleurs vivant en Europe, les conditions d'un soutien aussi large que possible dans le cas où une rupture avec le capitalisme se ferait dans un des pays d'Europe Occidentale.

